

Rwanda : comment déverrouiller l'avenir ?

Valerie Rosoux

Maître de recherche au FNRS, professeure à l'École des sciences politiques et sociales de l'UCLouvain

■ Après de telles violences génocidaires, confiance, justice et vérité suffisent-ils à réparer ? En combien de temps et à quel prix ? Dans la pratique, trois types d'approches sont identifiables.

Le point de départ de cette réflexion réside dans une remarque qui surgit inopinément au détour d'une ruelle de Kigali en 2010. Quelques heures après la visite de l'église de Nyamata, hantée par des milliers de vêtements sanglants desséchés, quelques mots lancés en kinyarwanda me parviennent sans que je ne les comprenne. Frappée par la force du regard de mon interlocutrice, je demande avec insistance ce que ses mots signifient. Ils sont tranchants : *"Rentre chez toi, il est trop tard."* Perçue comme touriste, blanche, belge de surcroît, le propos n'est sans doute pas tout à fait inadéquat. Il ouvre une brèche.

Six ans plus tard, dans la même ville de Kigali, une autre injonction me surprend : *"Il est temps de visiter la pièce consacrée aux enfants."* Lors de la visite du Kigali Genocide Memorial Center, alors que je semblais "traîner" dans une des salles consacrées à la responsabilité de la Belgique, tant en ce qui concerne la hiérarchisation des ethnies au Rwanda que le retrait des casques bleus en avril 1994, une voix me demande de passer à l'étape des enfants, déjà "visitée" lors d'un précédent voyage. Je m'assieds, plombée par le regard mal éteint de ces enfants. Comment les oublier ? Chacun de leurs portraits est accompagné par les circonstances de leur mort. Mes pensées

sont interrompues par l'insistance du guide du mémorial : *"Il est temps de passer dans la pièce des enfants."*

La première anecdote rappelle le caractère irréversible des violences passées – colonisation, abandon, génocide. Elle est sans appel : le sang a coulé et "il est trop tard". La seconde m'invite non pas à rentrer chez moi, mais à prendre la mesure du drame. En suivant finalement l'itinéraire proposé, une trame se dégage. Après le fond des fonds – suggéré par les visages de bébés, fillettes et jeunes garçons fauchés par la violence, surviennent les images d'un documentaire consacré à d'autres enfants : ceux des

survivants et des tueurs. Les premiers sont résilients, les seconds, emplis d'empathie.

Tous préfigurent la voie à suivre. C'est donc à partir d'un abîme de douleurs que la réconciliation apparaît comme une issue. Le message est décliné sur tous les tons. Autorités nationales, religieux de toutes confessions, membres d'organisations non gouvernementales, représentants étrangers, tous proposent de baser la reconstruction du pays sur la réconciliation. Si l'objectif semble aller de soi, comment y parvenir ? Comment "résoudre" le passé et/ou "déverrouiller" l'avenir ?

Réconciliation : de quoi parle-t-on ?

La plupart des acteurs humanitaires considèrent que la réconciliation doit avoir lieu partout, à tous les niveaux et aussi vite que possible. Il n'existe pourtant aucun consensus au sujet des composantes de ladite réconciliation. Implique-t-elle avant tout le rétablissement – ou l'établissement – de la confiance ? Ou, de manière plus urgente, des mécanismes susceptibles de rendre justice ? Ou, quand la justice n'est

pas concevable au vu de l'ampleur du crime, l'accès à la vérité ? Au-delà des dilemmes posés par chacune de ces priorités, les questions demeurent. Confiance, justice et vérité suffisent-ils à réparer ? Se réconcilier, mais avec qui ? En combien de temps et à quel prix ?

Trois approches

Trois types d'approches sont identifiables dans la pratique : les approches structurelles, socio-psychologiques et spirituelles. Les premières mettent l'accent sur la sécurité, la coopération politique et l'interdépendance économique. La construction européenne repose en grande partie sur cette approche. C'est par la création d'institutions destinées à développer des intérêts communs que les adversaires d'hier sont devenus partenaires. Les approches socio-psychologiques éclairent les aspects cognitifs et émotionnels du processus de rapprochement. Elles visent l'ajus-

tement progressif des croyances, attitudes, représentations et émotions partagées au sein de chaque camp. L'idée est de ne pas en rester à une réconciliation par le haut, considérant que le rapprochement d'anciens ennemis ne peut s'envisager sans l'adhésion des populations. Quant aux approches spirituelles, elles plaident en faveur d'un processus de guérison collective basé sur la notion de pardon. Son objectif n'est pas de punir, mais de ressouder les composantes nationales en assurant la réhabilitation des victimes et des bourreaux.

L'intérêt d'une telle distinction est de repérer un continuum entre, d'une part, une vision minimaliste selon laquelle la réconciliation renvoie à toute forme d'arrangement mutuel entre anciens ennemis et, d'autre part, une vision maximaliste qui considère la réconciliation comme un processus transcendantal impliquant le pardon. Le cas du Rwanda est emblématique à ce sujet. Dès la mise en place des juridictions *gacaca* (qui s'inspirent d'une procédure traditionnelle faisant appel aux sages d'une colline pour régler un litige), le président rwandais Paul Kagame "invite les bourreaux à faire preuve de courage, à se repentir et à demander pardon".

Impossibilité d'un "Happy End"

Maintes histoires sont racontées comme autant de parcours initiatiques au cours desquels un individu que l'on pensait détruit parvient à se redresser. L'itinéraire d'Alice, mis en lumière par l'ONG américaine "World Vision", constitue presque un cas d'école. En 1994, Alice et sa fille de neuf mois sont découvertes par des *Interahamwe*. L'un des assaillants lui arrache le bébé des mains et le tue. Un autre, nommé Emmanuel, lui coupe la main avant de lui infliger des coups de machette dans le visage. Après avoir perdu connaissance, Alice est laissée à son sort. Près de deux décennies plus tard, la rescapée garde la trace des coups reçus. La

perte d'un enfant et d'une main ne l'empêche toutefois pas de pardonner Emmanuel. Le processus est qualifié de "miraculeux" par l'équipe de "World Vision" qui rappelle que c'est au cours de l'un de leurs séminaires qu'Emmanuel eut la force de demander pardon et Alice celle de l'accorder.

Face à ce modèle de résilience, nombre de rescapés ne se retrouvent-ils pas disqualifiés? La violence perpétrée contre les corps ressemble aux flammes qui saccaquent une forêt asséchée. Elle provoque une série infinie de feux qu'il s'agit d'éteindre un par un. Sous cet angle, la réponse aux crimes contre l'humanité est, de manière ultime, individuelle. Certains rescapés pardonnent. D'autres refusent d'accepter l'inacceptable. D'autres encore sont épuisés par le tragique qui les ronge. Point d'euphorie donc pour le tiers qui espère. Les plumes attendues sont écrasées par le plomb. La brisure ne permet pas le rebond.

Tout est sans doute aussi affaire de ponctuation. Le terme réconciliation ne peut être efficace sous la forme d'une injonction. Le point d'exclamation, en l'occurrence, est violent. À remplacer peut-être par l'interrogation ou la suspension. La première a l'avantage de laisser le jeu ouvert. À ceux qui le souhaitent et qui le peuvent, la voie est indiquée, elle est accompagnée. À ceux qui la refusent, elle reste un simple mot – "réconciliation" – un mot parmi d'autres, qu'il est permis de balayer. Quant aux points de suspension, ils suggèrent l'ambivalence et la longueur du processus. Ils rappellent, étant au nombre de trois, que le pluriel est bienvenu.

Prendre la mesure de ce pluriel. Repérer les aspérités, surtout ne pas les gommer. Et puis, retourner peut-être sur les lieux du crime pour rendre hommage et/ou, comme le souhaitait Marguerite Yourcenar, garder les yeux ouverts. Respirer l'odeur de vêtements desséchés. Se sentir défaillir. Et se taire.